



STRATÉGIE D'ÉLABORATION DES POLITIQUES FONDÉE SUR DES DONNÉES PROBANTES — 2024-2027 —

Février 2024 | Programme Equité de Genre et Gouvernance

La Fondation William et Flora Hewlett investit dans des penseurs créatifs et des résolveurs de problèmes qui œuvrent pour garantir l'épanouissement des personnes, des communautés et de la planète. Avec nos partenaires, nous mobilisons la capacité collective de la société à résoudre les problèmes les plus difficiles, qu'il s'agisse de la menace existentielle du changement climatique, des inégalités persistantes et omniprésentes ou des attaques contre la démocratie elle-même. Dans le cadre de sa philanthropie non partisane, la Fondation Hewlett accorde des subventions aux États-Unis et dans le monde entier depuis près de soixante ans, en suivant une approche mettant l'accent sur le soutien à long terme, la collaboration et la confiance.

Le programme Équité de Genre et Gouvernance vise à favoriser l'émergence de sociétés inclusives afin que tous les individus, et en particulier les femmes et les jeunes filles, puissent réaliser leurs aspirations. En nous concentrant sur l'Afrique subsaharienne, le Mexique et les États-Unis, nous accordons des subventions pour élargir les choix reproductifs et économiques des femmes, accroître la réactivité des gouvernements à l'égard des personnes qu'ils servent et améliorer l'élaboration des politiques grâce à l'utilisation efficace de données probantes.

L'équipe du personnel de Hewlett qui a contribué à l'élaboration de la mise à jour de cette stratégie était composée des personnes suivantes : Christopher Chibwana, Christopher Maloney, Jodie Clark, Mallika Dutt, May Aguiar, Ousseynou Ngom, Amy Arbretton, Carla Aguirre, Lori Grange et Pooja Raval. Dans le cadre de l'engagement de la fondation en faveur de l'ouverture, de l'apprentissage et de la transparence, cette stratégie et les évaluations correspondantes ont été rendues publiques pour les partenaires, les bailleurs de fonds et la société civile. Une note détaillant cette stratégie actualisée a été communiquée au conseil d'administration de la Fondation Hewlett en novembre 2023.

Remerciements

Nous remercions les nombreuses personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette stratégie, notamment nos bénéficiaires actuels, nos homologues bailleurs de fonds et les experts dans ce domaine. Nous apprécions grandement la générosité dont vous avez fait preuve en donnant de votre temps et en formulant vos recommandations à notre équipe. Notre stratégie est ainsi plus solide grâce à vos contributions.



Ce rapport est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0.

Couverture : Un agent fiscal de la Kenya Revenue Authority (KRA) saisit des données sur son téléphone alors qu'il visite un magasin dans le district d'Eastleigh de Nairobi, Kenya, le jeudi 19 octobre 2023. Crédit : Patrick Meinhardt/Bloomberg via Getty Images

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif	2
I. Introduction	3
II. Rétrospective : Ce que nous avons appris avec nos partenaires	5
III. Prospective : Ce que nous espérons accomplir avec nos partenaires	7
IV. Risques potentiels	15
V. Ce que nous souhaitons apprendre de nos partenaires	16

Résumé exécutif

Le programme Équité de Genre et Gouvernance (GEG) de la Fondation Hewlett se consacre à la promotion de l'élaboration de politiques éclairées par des données probantes (EIP) depuis 2015. Axée sur l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, la stratégie EIP a pour objectif d'encourager les décideurs politiques à intégrer des données probantes dans leurs processus de prise de décision. Nos initiatives de subvention se sont concentrées sur trois principaux domaines :

- La fourniture aux décideurs politiques d'un meilleur accès à des données probantes pour la prise de décision.
- L'augmentation de leur capacité et de leur motivation à utiliser des données probantes.
- Le renforcement de l'écosystème des organisations facilitant la production et l'utilisation de données pertinentes par les gouvernements.

À ce jour, les bénéficiaires soutenus par l'équipe EIP ont progressé dans l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité de données probantes pour les décideurs politiques en Afrique. Les subventions ont facilité la création d'évaluations d'impact et de sources de données alternatives, et les bénéficiaires de l'EIP ont établi des relations solides avec les décideurs politiques par le biais de diverses initiatives, notamment des centres d'assistance en matière de données probantes, de partenariats mondiaux sur la gouvernance des données probantes et de réseaux visant à promouvoir l'utilisation de sources de données novatrices. Nos subventions ont également contribué à la mise en place d'un écosystème croissant d'organisations centrées sur les données probantes basées sur le continent et collaborant avec les gouvernements africains, en facilitant ainsi une plus grande utilisation des données probantes dans les contextes locaux.

Sur la base d'une [évaluation](#) de ces initiatives et d'une analyse plus large du paysage, nous avons révisé et mis à jour la stratégie EIP. Notre objectif global reste largement le même : promouvoir l'utilisation cohérente et responsable des données et des éléments probants pour informer et améliorer l'élaboration des politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Cependant, notre objectif mis à jour met davantage l'accent sur la nécessité de veiller à ce que les données et les éléments probants soient inclusifs et adaptés au contexte, de reconnaître que les éléments probants sont synonymes de pouvoir et de s'efforcer de réduire les déséquilibres inappropriés, et de mettre l'accent sur la réponse aux préoccupations croissantes en matière de gouvernance des données.

Notre travail comprend trois axes interdépendants :

- **Soutenir les organisations spécialisées sur les données probantes basées en Afrique.** Nous pouvons mieux atteindre nos objectifs pour les gouvernements et les décideurs politiques africains en favorisant les relations avec des organisations spécialistes des données basées en Afrique et ayant des liens étroits avec le gouvernement. Notre soutien comprendra un financement flexible pour permettre à ces organisations d'améliorer et d'étendre leurs activités.
- **Renforcer les capacités des décideurs politiques et les inciter à utiliser les données et les éléments probants.** Nous soutiendrons les efforts visant à garantir que les décideurs politiques aient accès à des données et des éléments probants fiables, ainsi qu'aux incitations et aux compétences nécessaires pour les interpréter, les utiliser et les gérer de manière efficace et responsable.
- **Renforcer l'écosystème EIP.** Afin de décloisonner le domaine des données et des éléments probants et de promouvoir la collaboration entre les différentes parties prenantes, nous soutiendrons des plateformes, des réseaux, des événements et des groupes de travail pour favoriser le partage des connaissances et des meilleures pratiques. Nous prévoyons également de nous coordonner avec d'autres bailleurs de fonds afin d'augmenter et d'améliorer le financement et l'appui aux organisations spécialisées dans les données probantes.

Tout au long de ce travail, nous resterons attentifs aux déséquilibres de pouvoir injustes afin d'assurer l'inclusion des voix marginalisées dans la production et l'utilisation des données probantes ; cela inclura une collaboration étroite avec l'équipe de la Fondation dédiée à la Gouvernance Inclusive.

I. Introduction

Les gouvernements ont besoin de données et d'éléments probants pour prendre des décisions et mettre en œuvre des programmes qui allouent efficacement, équitablement et justement des ressources limitées pour répondre aux besoins sociaux et économiques des populations. C'est pourquoi, en 2015, la Fondation Hewlett a lancé un portefeuille de subventions visant à promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (EIP), en mettant l'accent sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest. Pour atteindre cet objectif, nous avons financé, dans le monde et en Afrique, des organisations de recherche, des groupes de réflexion, des universités et des organisations de la société civile, travaillant en partenariat avec les gouvernements. Nous nous sommes attachés à créer les conditions permettant aux décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest d'utiliser efficacement les données et les éléments probants pour éclairer leurs décisions politiques. Lors de la dernière révision de la stratégie, en 2018, nous avons identifié quatre conditions que nous avons jugées essentielles à cette fin : les données probantes doivent être disponibles et accessibles aux décideurs politiques ; les décideurs politiques doivent avoir la motivation d'utiliser ces données ; les décideurs politiques doivent avoir la capacité de les utiliser efficacement ; et les décideurs politiques doivent établir des relations productives avec les organisations qui produisent et analysent les données probantes et pertinentes.

Conscients de l'ampleur et de la complexité des questions et des domaines qui pourraient être éclairés par une meilleure utilisation de données probantes, nous avons choisi d'axer nos subventions sur trois voies pouvant se renforcer mutuellement : (1) en soutenant des changements spécifiques de politiques et de programmes ayant un potentiel d'influence plus large (qu'il s'agisse de façonner les priorités, d'améliorer les programmes ou de décider si et comment modifier les programmes peu performants) ; (2) en promouvant des changements systémiques du mode de prise de décisions, telles que l'amélioration de l'accès aux données, l'établissement d'exigences pour une allocation budgétaire basée sur des données probantes et l'augmentation d'incitations individuelles à leur utilisation ; et (3) en bâtissant un « champ » EIP, en mettant en rapport les acteurs pour qu'ils partagent leurs expériences, en publiant des recherches sur les pratiques EIP et en mettant en évidence les avantages de l'utilisation des données probantes. Depuis 2018, nous avons alloué 120 millions de dollars à plus de 55 organisations bénéficiaires.

L'utilisation de données probantes pour élaborer de meilleures politiques est un élément clé de la réalisation des objectifs de chaque stratégie du programme **Equité de Genre et Gouvernance (GEG) de la Fondation Hewlett**, qu'il s'agisse de l'équité reproductive aux États-Unis, de l'équité reproductive dans le monde, de l'autonomisation économique des femmes ou de la gouvernance inclusive. Dans ces stratégies, cependant, l'amélioration des données probantes et leur utilisation ne sont qu'un moyen d'atteindre un objectif plus large, et non l'objectif lui-même. La contribution d'EIP à GEG est donc double : renforcer l'écosystème global des données probantes dans les zones géographiques d'intervention de GEG - ce qui est souhaitable en soi - tout en facilitant les initiatives de participation politique des autres stratégies. Au cours des trois prochaines années, l'identification et l'affinement de ces distinctions et de leurs complémentarités constitueront une question clé, non seulement pour l'équipe EIP, mais aussi pour le programme GEG dans son ensemble.

En septembre 2022, nous avons entrepris une mise à jour planifiée de la stratégie actuelle afin d'évaluer nos contributions à l'objectif d'amélioration de l'utilisation systématique de données probantes par les gouvernements. Ce processus nous a permis de constater que l'EIP a progressé dans l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité de données probantes pour les décideurs politiques en Afrique. Les bénéficiaires des subventions de l'EIP ont établi de solides relations avec les décideurs politiques par le biais de diverses initiatives et nos subventions ont contribué à la création d'un écosystème croissant d'organisations axées sur les données et les éléments probants travaillant avec les gouvernements africains et basées sur le continent, facilitant ainsi une plus grande utilisation d'éléments probants dans les contextes locaux. This progress notwithstanding, there is still a long way to go to institutionalize data and evidence use for policymaking. Many policymakers still lack access to data and evidence or the technical capacity to use it effectively. Where data and evidence are available, grantees report that policymakers use it selectively based on political expediency and established agendas.

Malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire pour institutionnaliser l'utilisation de données et d'éléments probants dans l'élaboration des politiques. De nombreux décideurs politiques n'ont toujours pas accès à des données et à des éléments probants ou n'ont pas la capacité technique de les utiliser efficacement. Lorsque les données et les preuves sont disponibles, les bénéficiaires signalent que des décideurs politiques les utilisent de manière sélective en fonction de l'opportunité politique et des agendas établis.

Sur la base de ces résultats et d'une analyse du paysage général, nous allons modifier notre stratégie EIP pour nous concentrer sur le soutien aux organisations axées sur les données probantes basées en Afrique ayant des liens étroits avec les gouvernements, sur le renforcement des capacités et des incitations des décideurs politiques à utiliser des données et des éléments probants et sur le renforcement de l'écosystème de l'EIP. Notre objectif global reste largement le même mais nous mettrons davantage l'accent sur la nécessité de veiller à ce que les données et les éléments probants soient inclusifs et adaptés à leur contexte, sur la reconnaissance du fait que les éléments probants sont synonymes de pouvoir et sur la réduction des déséquilibres inappropriés y afférents, ainsi que sur la nécessité de mieux répondre aux préoccupations croissantes en matière de gouvernance des données. Tout au long de ce travail, nous resterons attentifs aux déséquilibres de pouvoir injustes afin de garantir l'inclusion des voix marginalisées dans la production et l'utilisation de données probantes.

Notre approche de l'élaboration de la stratégie

En septembre 2022, conformément à la pratique habituelle de Hewlett, nous avons engagé un consultant indépendant - Dalberg Advisors - pour réaliser une évaluation rétrospective des cinq dernières années d'octroi de subventions EIP, y compris une analyse générale du paysage afin d'identifier les tendances des sept dernières années. L'évaluation a servi d'outil d'apprentissage afin que nous puissions nous appuyer sur l'expérience et les enseignements tirés de l'important travail de nos bénéficiaires.

L'évaluation a été rendue difficile par le fait que nous n'avions pas établi, dès le départ, une base de référence claire ni un ensemble précis d'objectifs ou d'indicateurs de progrès. Nous n'avions donc pas non plus recueilli de bonnes données permettant d'évaluer l'efficacité de nos subventions dans la réalisation des objectifs que nous avons définis en 2018.

Les évaluateurs ont néanmoins fait de leur mieux pour comprendre si et dans quelle mesure nos efforts avaient amélioré les conditions d'utilisation régulière des données probantes par les décideurs politiques. Les données nécessaires à l'évaluation ont été recueillies par le biais d'une enquête en ligne auprès des bénéficiaires et d'entretiens avec des groupes de discussion, des responsables gouvernementaux de certains pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest et d'autres parties prenantes externes.

L'analyse du paysage visait à mieux comprendre l'état actuel et futur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, compte tenu notamment des chocs subis par le système, tels que la pandémie de COVID-19, l'aggravation des effets du changement climatique et la montée de l'autoritarisme. Nous avons cherché, en outre, à nous servir de l'analyse pour identifier les lacunes et les possibilités de financement à l'avenir.

II. Rétrospective : Ce que nous avons appris avec nos partenaires

A. Principales conclusions de l'évaluation

L'évaluation de notre précédente stratégie EIP a révélé plusieurs résultats clés :

- 1. L'accès aux données et aux éléments probants s'est amélioré, mais compte tenu de l'ampleur du problème, de grandes lacunes subsistent.** Nous avons accordé des subventions pour accroître la disponibilité et l'accessibilité d'un large éventail de données et d'éléments probants pour les décideurs politiques, mais un tiers de notre portefeuille de subventions s'est concentré sur les évaluations d'impact. Avec un certain succès, le nombre d'organisations réalisant des évaluations d'impact a augmenté. Il est tout aussi important, et plus que par le passé, que leurs évaluations répondent aux besoins réels des décideurs politiques. Nous avons également réussi à promouvoir l'augmentation de la disponibilité de nouveaux types de données, notamment de données satellitaires, et de réseaux mobiles. Les bénéficiaires ont aidé les décideurs politiques à accéder à ces nouvelles données et à les utiliser par l'intermédiaire de centres d'assistance à la recherche de données probantes, d'unités de réponse rapide, de partenariats d'apprentissage intégrés et de forums réguliers avec des représentants du gouvernement. Malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la production et l'utilisation de sources de données innovantes.
- 2. La capacité et la motivation des décideurs politiques à utiliser des données probantes se sont améliorées, mais seulement dans des poches distinctes ; il reste également à s'assurer que ces données soient utilisées de manière responsable.** L'un des effets inattendus de la pandémie de COVID-19 a été l'augmentation de la demande d'éléments probants de la part des décideurs politiques. Démontrant les avantages d'une amélioration des relations avec les gouvernements, les bénéficiaires de subventions EIP ont été sollicités pour un large éventail de questions politiques, allant de la distanciation sociale à la réouverture d'écoles en toute sécurité, etc. Mais il ne faut pas trop se fier à ces anecdotes, car les exemples en sont encore limités. Cela s'explique en partie par le fait que de nombreux décideurs politiques restent sceptiques quant à l'utilisation de nouvelles sources de données. Mais il s'agit surtout d'une question d'incitations, et les bénéficiaires de subventions signalent que des décideurs politiques choisissent le moment où ils s'engagent dans l'utilisation des données et des éléments probants en fonction des convenances politiques et des agendas établis.
- 3. De nombreux décideurs politiques n'ont toujours pas accès aux données et aux éléments probants ou n'ont pas la capacité technique de les utiliser efficacement.** En l'absence de systèmes nationaux de statistiques et de données efficaces, même les décideurs politiques qui apprécient les données et les éléments probants et qui souhaitent les utiliser sont souvent dans l'incapacité d'y accéder. Et nombreux sont ceux qui n'ont pas la capacité technique d'utiliser les données et les éléments probants accessibles.
- 4. En Afrique, le domaine EIP est beaucoup plus solide et offre des possibilités d'actions supplémentaires considérables** Notre stratégie a soutenu l'émergence d'un domaine d'organisations capables et désireuses de travailler en partenariat avec les gouvernements d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Nous avons notamment accordé des subventions à des organisations mondiales établissant des normes régissant l'utilisation des données et des éléments probants, comme notre soutien l'International Initiative for Impact Evaluation (3ie -Initiative internationale pour l'évaluation d'impact) qui a permis d'affiner les méthodes d'application d'essais de contrôle aléatoires aux décisions politiques. Nos bénéficiaires ont également joué un rôle de premier plan dans l'établissement de normes mondiales et régionales en matière de gouvernance des données, comme le Partenariat mondial pour les données du développement durable (GPSDD), qui a conduit l'Initiative à fort impact sur la puissance des données lors du SDG Action Weekend 2023 des Nations Unies pour les Objectifs de développement durable (ODD).

Toutefois, au fil du temps, nous nous sommes de plus en plus concentrés sur les organisations africaines capables de développer et de promouvoir l'utilisation de données probantes adaptées aux contextes locaux dans lesquels les décideurs politiques prennent leurs décisions. L'évaluation a montré que nos subventions ont contribué à la croissance et au renforcement de ces organisations, notamment en raison de leur caractère non restrictif. Cela leur a permis d'accroître leur influence, en améliorant les relations entre les producteurs de données probantes et les décideurs politiques et en augmentant la valeur que les décideurs politiques accordent aux données et aux éléments probants. L'établissement de relations entre les producteurs de données probantes et les décideurs politiques est un moteur important de progrès dans tous les domaines d'intervention.

B. Principales conclusions de l'analyse du paysage

Notre analyse du paysage EIP en Afrique a permis de dégager plusieurs conclusions essentielles.

1. Accroissement de l'influence des institutions de recherche africaines. Les donateurs bilatéraux et les fondations privées ont activement financé et renforcé les institutions de recherche africaines, en les connectant aux ressources mondiales de l'EIP et en développant leur expertise en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données. Les réseaux et l'apprentissage Sud-Sud par les pairs ont également joué un rôle essentiel dans le renforcement des institutions de recherche africaines, avec le soutien d'organisations du Nord pour leur développement.

2. Volonté des décideurs politiques d'améliorer leur utilisation de données et d'éléments probants. Les décideurs politiques d'Afrique de l'Est et de l'Ouest reconnaissent de plus en plus la valeur des nouvelles méthodologies de recherche. Les fournisseurs de nouvelles sources de données innovantes (données géospatiales, données de drones, intelligence artificielle, etc.) travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements pour renforcer leurs capacités techniques et démontrer l'utilité de telles données. La demande de données et d'éléments probants de la part des décideurs politiques a augmenté, et les gouvernements s'engagent davantage auprès des intermédiaires non gouvernementaux et des fournisseurs de données probantes, en formant des partenariats avec des entreprises du secteur privé et des institutions de recherche et en collaborant avec des ONG pour renforcer leurs écosystèmes de données.

3. Evolution croissante en faveur d'une meilleure gouvernance des données. Diverses parties prenantes font pression pour l'adoption de lois et de réglementations sur la confidentialité des données, en alimentant ainsi un débat national sur une meilleure gouvernance des données dans le cadre de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Les défenseurs des citoyens et les médias apportent une contribution importante à ces débats. Il est de plus en plus important de trouver une approche équilibrée pour une meilleure gouvernance des données, tout en maximisant leur potentiel en vue d'une meilleure élaboration des politiques.

4. Obstacles importants à la poursuite des progrès. Le sous-investissement chronique dans les systèmes statistiques nationaux et les infrastructures de données, les capacités techniques limitées des décideurs politiques, la concurrence pour les financements nécessaires à d'autres crises et défis urgents en matière de développement, ainsi que la complexité du processus d'élaboration des politiques représentent autant de défis majeurs. Il en va de même pour les incitations politiques, qui (comme indiqué dans la discussion ci-dessus) amènent souvent les décideurs à donner la priorité à des résultats motivés par d'autres considérations. Pour ne rien arranger, la plupart des bailleurs de fonds se concentrent sur des projets spécifiques à un secteur ou à une question, ce qui limite la capacité des bénéficiaires à répondre avec souplesse à l'évolution rapide des besoins et des priorités des décideurs politiques. Enfin, l'absence de vision commune entre les acteurs de l'espace EIP entrave la collaboration et limite l'impact global.

5. Possibilités de surmonter ces obstacles. De toute évidence, nous pouvons réunir stratégiquement les bénéficiaires de subventions et d'autres acteurs au-delà des cloisonnements pour partager les meilleures pratiques, promouvoir la collaboration et établir des partenariats afin de relever des défis communs. Parmi les autres moyens d'élever les données et les preuves au rang d'outils d'élaboration des politiques, citons : le plaidoyer citoyen pour créer des incitations politiques à fonder les décisions d'élaboration des politiques sur des données probantes objectives ; une meilleure exploitation des ressources spécifiques à un secteur ou à une question, telles que les données pour le financement du développement et les initiatives de gouvernance des données ; et la reproduction de modèles réussis issus d'autres secteurs. Les interventions catalytiques, l'influence exercée sur les plus grands bailleurs de fonds et les investissements ciblés au sein des gouvernements peuvent permettre de relever les défis liés au renforcement des capacités, à la mise en œuvre des politiques aux infrastructures des données.

III. Prospective : Ce que nous espérons accomplir avec nos partenaires

S'appuyant sur les enseignements tirés des cinq dernières années et sur les conclusions de notre évaluation et de notre analyse du paysage, cette section présente une mise à jour de l'objectif et de la théorie du changement ainsi que des plans pour la prochaine étape de notre travail dans le cadre de l'EIP.

A. Réexamen du problème

Il est utile de rappeler les principales prémisses façonnant notre compréhension du problème et de l'opportunité d'utilisation de données probantes dans l'élaboration des politiques. L'argument en faveur d'une utilisation plus importante et plus efficace des données probantes est assez évident, dans la mesure où les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest sont confrontés à de multiples crises simultanées menaçant de réduire à néant les progrès réalisés en matière de développement sur l'ensemble du continent : les épidémies, l'inflation, la dette, l'insécurité alimentaire et les catastrophes climatiques freinent la croissance, mettent à rude épreuve les services sociaux et détruisent les moyens de subsistance. La plupart des pays sont en retard dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et moins de la moitié des citoyens font confiance à leurs dirigeants politiques pour trouver des solutions.

Les données et les éléments probants peuvent aider les décideurs politiques à concevoir et à mettre en œuvre des politiques qui répondent à ces défis. Les politiques fondées sur des données probantes ont le potentiel non seulement d'améliorer de manière significative le bien-être des personnes, mais aussi de restaurer la confiance dans les processus d'élaboration des politiques. Pourtant, les décideurs politiques n'utilisent pas systématiquement les données probantes pour éclairer leur travail, pour les raisons évoquées plus haut : les données et les éléments probants sont souvent indisponibles ou inaccessibles ; et même lorsque des données probantes de qualité sont disponibles et accessibles, les décideurs politiques ne sont souvent pas incités à les utiliser, ou à les utiliser de manière responsable.

Les données et les éléments probants utilisés ont souvent été produits sans tenir compte de l'avis et des préoccupations des groupes marginalisés. Les producteurs de données, et parfois même leurs utilisateurs, sont souvent très éloignés des communautés desquelles les données et les preuves sont issues ou qu'elles évaluent. Cela soulève une question que nous n'avons pas encore abordée, à savoir l'existence d'asymétries de pouvoir dans la production et l'utilisation des données et des éléments probants. La capacité à collecter des données ou à y accéder est une forme de pouvoir, tout comme le fait de disposer des ressources nécessaires pour les analyser et les présenter. Ceux qui disposent de ce pouvoir peuvent l'utiliser pour défendre leurs intérêts et légitimer leurs points de vue et leurs programmes d'une manière inaccessible à ceux qui n'y ont pas un accès similaire.

Ceci est particulièrement important lorsque les données et les éléments probants sont rares ou difficiles à collecter, ce qui donne encore plus de pouvoir à ceux qui les contrôlent. Les personnes et les groupes exclus de l'écosystème des données probantes sont ainsi empêchés de défendre efficacement leurs intérêts et de participer pleinement aux processus décisionnels.

B. Progrès et opportunités

Notre soutien a contribué à l'émergence d'un nombre croissant d'organisations africaines capables de répondre aux besoins des décideurs en matière de données probantes. Cependant, comme le montre clairement la discussion ci-dessus, des obstacles subsistent à l'utilisation systématique de données probantes par les gouvernements - des obstacles nécessitant de trouver des opportunités catalytiques, de se coordonner avec d'autres bailleurs de fonds et de travailler intentionnellement dans différents domaines de l'écosystème d'élaboration de politiques éclairées par les données probantes.

Heureusement, nous voyons un certain nombre d'opportunités pour la Fondation Hewlett de tirer parti de ses financements et de son expérience pour continuer à progresser. Il s'agit notamment de :

- **La mise à l'échelle de modèles EIP réussis dirigés par des Africains.** Comme indiqué ci-dessus, nous avons déjà obtenu un certain succès en soutenant un nombre croissant d'organisations africaines capables de répondre aux besoins de leurs gouvernements. Nous voyons des possibilités de reproduire et d'élargir ces modèles fructueux axés sur les relations - non seulement en orientant une plus grande partie de nos financements vers ces organisations, mais aussi en influençant les nombreux autres bailleurs de fonds adoptant actuellement des stratégies de « localisation » (c'est-à-dire des stratégies appelant à transférer des ressources pour le soutien direct d'organisations africaines). Nous pouvons le faire en partageant les leçons tirées de notre propre travail, tout en promouvant le travail fructueux de nos bénéficiaires, et en encourageant les partenariats dirigés par des Africains avec des organisations spécialisées basées dans le Nord.
- **La voix des communautés.** De nombreuses parties prenantes ont souligné la mesure dans laquelle les individus et les communautés d'Afrique commencent de plus en plus à produire leurs propres données. Des membres des communautés locales enregistrent la présence effective d'enseignants, vérifient la fonctionnalité de l'eau publique, suivent l'approvisionnement en médicaments dans les établissements de santé publique, et ainsi de suite - en utilisant ces données pour tenir les gouvernements redevables de la fourniture de services publics. Les données générées et détenues par les individus et leurs communautés - souvent appelées « données produites par les citoyens » ou « science citoyenne » - constituent donc un complément important aux données plus académiques ayant traditionnellement servi à l'élaboration des politiques. Nous voyons des opportunités intéressantes de travailler avec des organisations pouvant traduire ces données en vue de leur utilisation politique, de renforcer la capacité des décideurs politiques à faire confiance et à utiliser ces données, et soutenir un plaidoyer fondé sur des données et des éléments probants plus inclusifs pour enrichir le débat sur les politiques publiques.
- **La gouvernance des données.** Nous avons déjà commencé à ensemer un champ d'organisations basées en Afrique pour façonner une perspective africaine spécifique sur la gouvernance des données. Compte tenu de l'élan continu en faveur de la gouvernance des données - stimulé par la rapide croissance de l'économie numérique en Afrique, la propagation continue de la désinformation et le rythme effréné des nouvelles technologies basées sur l'IA - nous voyons des opportunités significatives de s'appuyer sur ce travail, notamment à des moments politiques spécifiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest directement liés à ces questions, et en tirant parti de l'intérêt croissant d'autres bailleurs de fonds.
- **La coordination.** Les bénéficiaires de subventions ont exprimé le souhait d'avoir davantage d'occasions d'apprendre les uns des autres et de se coordonner entre eux et avec d'autres bailleurs de fonds, à la fois dans des domaines de pratique spécifiques et entre ces domaines. Il sera difficile de surmonter la tendance des bailleurs de fonds à se concentrer sur des projets et à travailler seuls, mais nous pensons qu'il existe de nombreuses possibilités de promouvoir une meilleure coordination, en commençant par les propres sous-composantes du programme GEG de la Fondation Hewlett.

C. Notre objectif EIP actualisé

L'objectif 2018 de la stratégie d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (EIP) était le suivant :

Accroître l'utilisation systématique de données probantes par les gouvernements d'Afrique de l'Est et de l'Ouest afin d'améliorer les politiques sociales et économiques et, en fin de compte, les vies.

Le nouvel objectif de la stratégie d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes de la Fondation Hewlett est le suivant :

Promouvoir l'utilisation cohérente et responsable de données et d'éléments probants inclusifs pour informer et améliorer l'élaboration des politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Notre objectif global reste à peu près le même : voir les décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest s'appuyer de manière cohérente sur des données et des éléments probants pour éclairer leurs décisions politiques. Nous pensons que cela permettra d'obtenir de meilleurs résultats pour les citoyens et d'accroître leur confiance dans les processus d'élaboration des politiques. Mais si d'une façon générale nous restons sur la même direction, l'objectif réaffirmé de la stratégie reflète plusieurs changements importants en termes de nuances et d'orientation.

1. Le nouvel objectif est plus explicite quant à la nécessité de disposer de données et d'éléments probants inclusifs et adaptés au contexte. L'expérience a démontré que les données ont plus de chances d'être utilisées et beaucoup plus de chances d'être efficaces si elles sont adaptées au contexte local, si elles incluent les parties prenantes locales et si elles reflètent fidèlement les besoins et les aspirations des communautés locales.
2. L'objectif nouvellement défini repose sur la reconnaissance du fait que les données et les éléments probants (comme toutes les connaissances) constituent une forme de pouvoir. Or, dans l'écosystème actuel des données probantes, le pouvoir est en proie à des déséquilibres : entre les organisations du Nord et leurs homologues africaines, entre les gouvernements nationaux et locaux, entre les communautés marginalisées et les élites, et entre les individus et l'État. Certaines différences de pouvoir peuvent être raisonnables et productives, mais souvent elles ne le sont pas. Nous nous engageons à travailler avec les partenaires bénéficiaires pour identifier et réduire les déséquilibres de pouvoir injustes ou inappropriés, afin que les décideurs politiques, les institutions spécialisées dans les données et les éléments probants et les communautés à tous les niveaux aient un accès équitable à ces données et éléments probants et puissent s'engager dans des processus d'élaboration de politiques plus justes et plus inclusifs.
3. Parallèlement à l'augmentation de leur disponibilité et de leur usage, il est important que les données soient utilisées de manière responsable comme, par exemple, par rapport aux préoccupations relatives à la confidentialité des données et à la désinformation. L'accent mis dans notre objectif sur l'utilisation responsable des données souligne notre intention de continuer à promouvoir une gouvernance efficace des données - par exemple, en équilibrant de manière appropriée la valeur des données et des éléments probants pour l'élaboration des politiques et la nécessité de protéger les droits et la vie privée des individus.

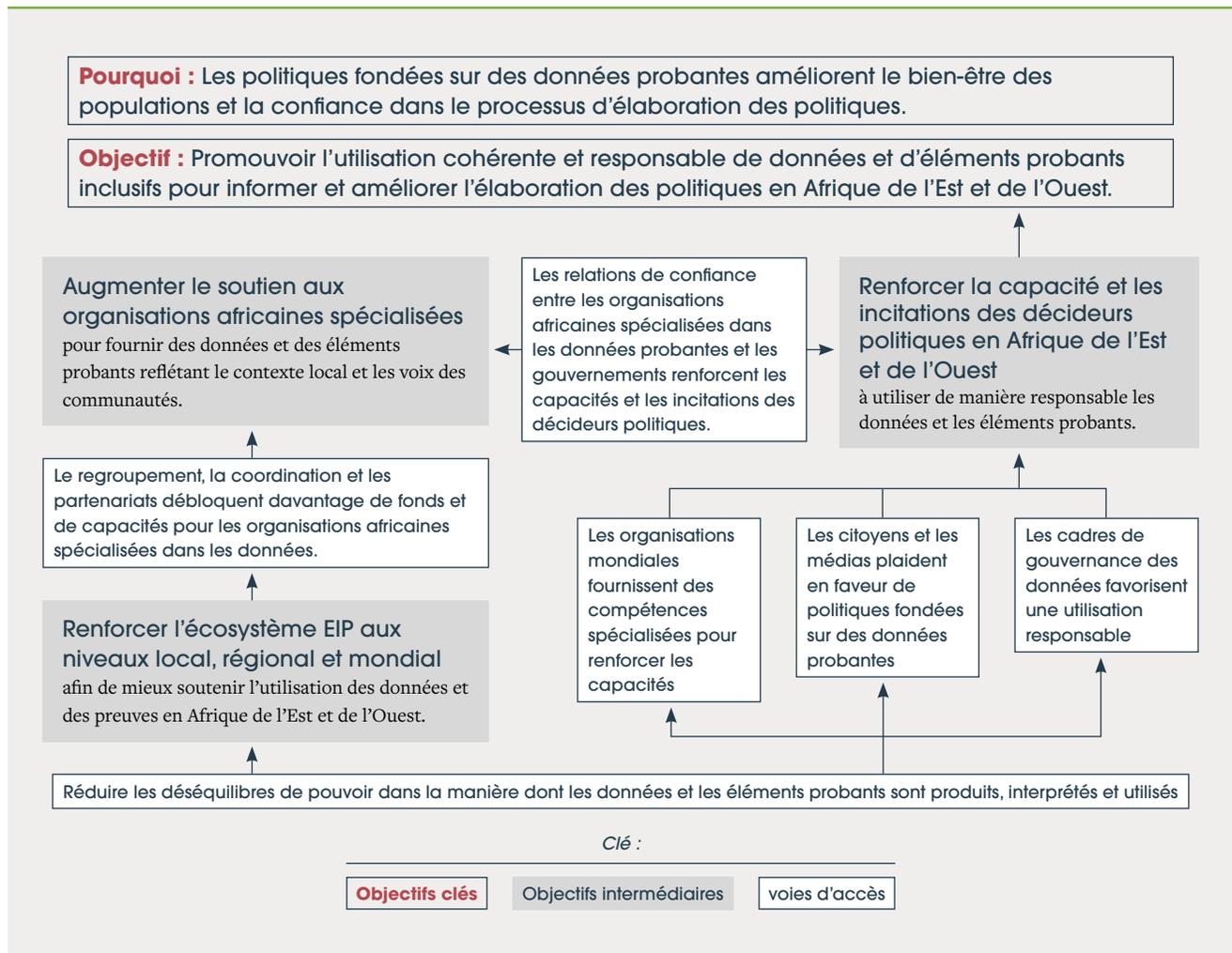
Certaines choses ne changent pas. Le plus important est que nous conservions la même concentration géographique sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest. Nous continuerons également à être agnostiques en ce qui concerne les questions et les secteurs et nous resterons ouverts à l'idée de travailler à tous les stades du cycle d'élaboration des politiques. Cela reflète, entre autres, la réalité du fonctionnement de nombreuses organisations dans l'espace EIP et les opportunités politiques imprévues qui se présenteront au cours de la durée de vie de cette stratégie et le fait que nos bénéficiaires auront besoin d'une certaine flexibilité pour contribuer à la façonner.

Cette même réalité explique notre décision de travailler au niveau régional, plutôt que de nous concentrer sur des pays particuliers d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Une approche régionale est également judicieuse pour l'EIP pour d'autres raisons, car elle permet aux organisations qui travaillent dans plusieurs pays de tirer plus facilement des leçons et une expertise d'un pays à l'autre.

Pourquoi ne pas élargir encore davantage notre champ d'action géographique ? Nous pensons qu'il est logique de rester concentré sur l'Afrique de l'Est et de l'Ouest - plutôt que de s'étendre, par exemple, à l'Afrique subsaharienne - parce que c'est là que nous avons, au cours de la dernière décennie, établi des réseaux, des connaissances et de l'influence. Il ne s'ensuit pas qu'un travail au-delà de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest ne soit pas pertinent pour la stratégie ; les initiatives au niveau mondial, par exemple, contribuent fréquemment à la réalisation de notre objectif. Si la localisation physique des bureaux et des effectifs d'un bénéficiaire est importante, elle n'est pas déterminante, et nous comptons soutenir les bénéficiaires en dehors de la région dont le travail a un impact stratégique en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

D. comment nous prévoyons d'atteindre notre objectif : mise à jour de la théorie du changement

Les voies qui, selon nous, pourraient nous aider à atteindre notre objectif sont présentées dans le graphique ci-dessous, qui offre une vue schématique de notre théorie du changement :



Comme l'indique le graphique, nous nous efforcerons d'atteindre notre objectif par le biais de trois actions distinctes mais qui sont interdépendantes et se renforçant mutuellement - chacune d'entre elles servant d'objectif intermédiaire permettant de mesurer les progrès globaux.

1. Augmentation du soutien aux organisations africaines spécialisées dans les données et éléments probants

Le renforcement des organisations africaines spécialisées dans les données et d'éléments probants, en particulier celles qui entretiennent des relations étroites avec les gouvernements, est au cœur de notre nouvelle stratégie. C'est là, en s'appuyant sur le travail et l'expérience antérieurs de la Fondation, que nous pourrons le mieux conduire le changement. En d'autres termes, les organisations africaines de recherche qui établissent des relations de confiance à long terme avec leurs propres gouvernements améliorent à la fois la capacité et les incitations des décideurs politiques à utiliser les données et les éléments probants

Il en est ainsi pour de nombreuses raisons, mais deux d'entre elles ressortent particulièrement. Tout d'abord, les organisations de proximité - c'est-à-dire les organisations dont les bureaux et le personnel se trouvent là où les politiques sont élaborées et mises en œuvre - sont plus susceptibles d'avoir une compréhension plus nuancée du contexte local, y compris des dynamiques culturelles, sociales et économiques qui influent sur la production et l'utilisation des données probantes. Les connaissances ainsi acquises permettent de réaliser des travaux reflétant mieux les besoins et les aspirations des citoyens et des communautés locales, en permettant également aux organisations de s'ajuster et de s'adapter plus rapidement à l'évolution des besoins et des priorités des pouvoirs publics. Deuxièmement, le renforcement des capacités locales par le financement d'organisations de proximité, en particulier sous la forme d'appuis généraux pluriannuels à leur fonctionnement, améliore la viabilité à long terme de notre travail. Nous constatons déjà que certains de nos bénéficiaires étendent leurs activités, en contribuant ainsi à établir des normes d'utilisation des données probantes dans un plus grand nombre de gouvernements africains et en renforçant aussi l'ensemble de l'écosystème de l'EIP.

Afin de nous assurer de l'augmentation continue du nombre d'organismes EIP dans la région, nous rechercherons également de nouveaux bénéficiaires africains, y compris des organismes de moindre importance, moins connus et/ou opérant au niveau infranational. Ceci est important pour nous assurer que nos subventions n'exacerbent pas les déséquilibres de pouvoir existants entre les organisations nationales ou régionales bien connues et leurs homologues moins bien établies, mais non moins efficaces.

Le renforcement des capacités des organisations africaines axées sur données probantes nécessitera un financement plus important de ces organisations. Une partie de ce financement proviendra de Hewlett et nous prévoyons d'accorder une part plus importante de notre budget de subventions à des organisations africaines. Mais nous prévoyons également de rechercher le soutien d'autres bailleurs de fonds en partageant les leçons tirées de notre travail, en faisant des présentations le cas échéant, en réunissant des bailleurs de fonds et en aidant nos bénéficiaires à communiquer plus efficacement l'impact de leur travail à des bailleurs de fonds potentiels. Le renforcement des capacités n'est pas non plus une simple question d'augmentation des subventions. Nous pourrons et allons également travailler au renforcement des organisations africaines, en partageant notre expertise en tant que partenaires de réflexion, en apportant un soutien à leur efficacité organisationnelle, en finançant des plateformes et en accueillant des rencontres visant à accroître les possibilités d'apprentissage et de partenariat, ainsi qu'en finançant et en promouvant des partenariats dirigés par des Africains avec des organisations mondiales.

Si le financement d'organisations africaines présente ces avantages, l'un des principaux défis consistera à trouver le bon équilibre entre ces organisations et des organisations moins proches qui jouent également un rôle important dans l'écosystème africain et mondial des données et des éléments probants. Les collaborations entre les bénéficiaires les plus proches et les moins proches peuvent tirer parti des forces des uns et des autres, en créant ainsi des synergies prometteuses d'interventions plus complètes et à plus fort impact.

2. Renforcement des capacités et des incitations des décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest à utiliser de manière responsable les données et les éléments probants

Le renforcement des institutions africaines spécialisées dans données probantes passe nécessairement par le renforcement des capacités et des incitations des décideurs politiques à utiliser ce que ces organisations produisent, ainsi que les données probantes de manière plus généralement.

Nous commencerons par le renforcement des capacités, c'est-à-dire par des investissements destinés à renforcer les connaissances, les compétences, les systèmes et les ressources nécessaires pour poser les bonnes questions et pour identifier, interpréter et appliquer les données probantes de manière opportune et efficace. Cela inclut de nouvelles formes de données innovantes, ainsi que des types de données qui ne sont pas disponibles auprès des acteurs locaux et des données générées par les citoyens et les communautés. Pour aider à renforcer la capacité des décideurs politiques à utiliser ce type de données, nous continuerons à travailler avec notre réseau d'acteurs mondiaux de l'EIP, pouvant fournir des services spécialisés en réponse aux besoins et aux priorités des gouvernements d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Nous soutiendrons également les partenariats dirigés par des Africains avec des organisations de données probantes extérieures à la région, afin de promouvoir les échanges de connaissances et de diffuser les meilleures pratiques. Entre-temps, nous collaborerons avec l'équipe Gouvernance Inclusive de Hewlett pour identifier des bénéficiaires de subventions capables de renforcer la capacité des décideurs à comprendre les données générées par les citoyens et les communautés et à s'y engager de manière productive.

Il est plus délicat de modifier les incitations des décideurs politiques à utiliser les données. L'élaboration des politiques est inévitablement politique, et cette raison intrinsèque d'ignorer ou d'utiliser sélectivement des données probantes est souvent exacerbée par des systèmes qui punissent ou découragent l'utilisation des données probantes dans la prise de décision.

Pour relever ces défis, nous devons réfléchir de manière créative à la façon de modifier le calcul coûts/avantages auquel les décideurs politiques sont confrontés, en utilisant des outils allant du plaidoyer externe à la facilitation interne. Nous souhaitons connaître les approches les plus efficaces pour encourager ou créer une culture d'utilisation inclusive des données probantes, y compris le rôle que les médias, les individus et les groupes de défense peuvent jouer pour responsabiliser les décideurs politiques afin qu'ils utilisent des données probantes dans l'élaboration de leurs politiques. À cette fin, nous soutiendrons les bénéficiaires de subventions en utilisant un large éventail d'approches. Il s'agira notamment (1) d'abaisser les obstacles à l'utilisation de données probantes en facilitant l'accès des décideurs à des données pertinentes et fiables grâce à des bases de données centralisées, des tableaux de bord et des outils conviviaux pouvant être utilisés sans nécessiter des compétences techniques avancées ; (2) de mettre en place des mécanismes de sensibilisation, de transparence et de redevabilité publique concernant l'utilisation de données probantes dans l'élaboration des politiques ; et (3) de concevoir des structures d'incitation (par exemple, évaluations des performances, promotions et reconnaissance) qui récompensent les décideurs pour l'utilisation des données probantes dans leurs décisions.

3. Renforcement de l'écosystème EIP aux niveaux local, régional et mondial pour mieux soutenir l'utilisation des données et des éléments probants en Afrique de l'Est et de l'Ouest

Notre stratégie actuelle a soutenu trois portefeuilles distincts, complémentaires, mais fonctionnant souvent de manière indépendante : les évaluations d'impact, l'institutionnalisation de l'utilisation des données probantes, et la révolution et la gouvernance des données. Les bénéficiaires interrogés dans le cadre de notre évaluation ont systématiquement exprimé le souhait d'avoir davantage d'occasions de collaborer avec d'autres personnes travaillant dans des domaines de pratique distincts en matière de données et d'éléments probants, et d'en retirer des enseignements. À l'avenir, nous rassemblerons et coordonnerons plus souvent diverses parties prenantes afin de briser les cloisons et de promouvoir les partenariats et l'engagement entre les bénéficiaires dans différents domaines pratiques. Ces initiatives peuvent inclure (mais sans s'y limiter) le soutien à des plateformes d'apprentissage par les pairs, à des réseaux, des événements, des groupes de travail et des rassemblements (conférences, webinaires, ateliers, etc.) pour les acteurs à tous les niveaux afin de partager les connaissances et les meilleures pratiques.

Nous souhaitons également contribuer à la coordination avec d'autres bailleurs de fonds et d'autres partisans de l'EIP afin d'accroître et d'améliorer la qualité du financement et d'autres formes de soutien non financier. La coordination peut améliorer la visibilité des organisations EIP africaines locales en présentant et en promouvant leur travail, en facilitant les présentations directes entre les donateurs et les bénéficiaires, et en encourageant leur cofinancement par les donateurs.

4. Atténuation des déséquilibres de pouvoir

Dans toutes ces initiatives, nous devons nous préoccuper des déséquilibres de pouvoir injustes, inappropriés et déformants et y remédier - en veillant à ce que des données probantes soient produites, utilisées et valorisées de manière à promouvoir des processus d'élaboration de politiques véritablement équitables et inclusifs. Pour ce faire, il faudra à la fois accroître la transparence et la redevabilité au sein de l'écosystème des données probantes et intégrer la diversité, l'équité et l'inclusion en tant que principes fondamentaux de la production et de l'utilisation de données probantes.

Il est vrai que cela est plus facile à dire qu'à faire. Pour garantir une plus grande inclusion des communautés marginalisées, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes dans la production et l'utilisation de données probantes, il faudra remettre en question et/ou améliorer les inégalités structurelles et les dynamiques de pouvoir qui existent depuis longtemps au sein de l'écosystème des données probantes. Pour y remédier, il faudra s'efforcer de diversifier ce qui constitue des « données probantes » (par exemple, en incluant des formes de données non traditionnelles mais pertinentes pour les politiques, telles que les voix des individus), de spécifier et de nommer les asymétries dans l'éventail des dynamiques de pouvoir en jeu, et de s'efforcer à la fois d'égaliser les règles du jeu et d'établir des partenariats authentiquement équitables.

En ce qui concerne les déséquilibres de pouvoir, il est important de reconnaître le pouvoir disproportionné de Hewlett, non seulement en tant qu'éminent bailleur de fonds basé aux États-Unis, mais aussi en tant que pionnier dans le domaine de l'EIP. Cette reconnaissance sous-tend nos décisions de suivre les bénéficiaires en demeurant agnostiques quant au secteur et à l'approche, tout en fournissant un financement flexible dans la mesure du possible. Compte tenu de la complexité de nos efforts, il s'agit là d'un point sur lequel nous devons rester continuellement vigilants.

E. Ce qui change et ce qui ne change pas

Ces différents ajustements auront des implications significatives pour l'octroi de subventions à l'avenir. Plus important encore, alors que notre stratégie actuelle soutenait de grands bénéficiaires, dont beaucoup sont des organisations mondiales, la nouvelle stratégie se concentre sur des acteurs plus proches, en particulier ceux qui travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest. Cela nécessitera une réduction progressive ou une diminution du soutien actuellement accordé aux organisations internationales - des changements que nous devons opérer avec prudence pour éviter de déstabiliser nos partenaires bénéficiaires internationaux.

Tout aussi important, une grande partie du portefeuille de notre stratégie actuelle s'est concentrée sur le soutien de méthodes et de formes de preuves spécifiques (par exemple, des évaluations d'impact, des types particuliers de données innovantes, etc.) La nouvelle stratégie, en revanche, est conçue pour permettre aux bénéficiaires de répondre, de la manière qui leur semble la plus appropriée, à l'évolution des défis et des priorités politiques, qui comprendront probablement une grande variété de méthodes et de formes de données et d'éléments probants.

Cette approche plus œcuménique des formes de données et de preuves est étroitement liée à l'importance que nous accordons à la recherche de bénéficiaires basés en Afrique, qui doivent intervenir dans plusieurs domaines et le font, en utilisant souvent des méthodologies multiples. En identifiant des organisations plus proches, nous rechercherons également des bénéficiaires qui créent ou utilisent des sources de données innovantes : un changement par rapport à notre portefeuille actuel de révolution des données soutenant principalement des institutions mondiales. Ces changements - la recherche de bénéficiaires basés en Afrique travaillant sur des questions multiples et utilisant des méthodologies multiples, notamment des sources de données innovantes - sont nécessaires pour établir un ensemble d'organisations capables de s'adapter à l'évolution rapide des besoins des décideurs politiques locaux en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

L'accent mis sur l'équité, l'inclusion et les déséquilibres de pouvoir aura également des implications significatives pour l'octroi de subventions. Nous rechercherons notamment des bénéficiaires encourageant l'utilisation de données plus inclusives, y compris ceux capables d'apporter plus de rigueur aux données générées par les citoyens et d'aider les décideurs politiques à les utiliser à bon escient.

Enfin, la nouvelle stratégie élargit et approfondit nos efforts de construction sur le terrain afin de développer et de renforcer un écosystème EIP. Les rapports d'évaluation et d'analyse du paysage ont montré que, si les institutions de l'EIP se sont renforcées et ont élargi leurs activités, le domaine reste décousu. Dans le cadre de la nouvelle stratégie, nous nous concentrerons donc moins sur le développement général du secteur et davantage sur des partenariats stratégiquement sélectionnés et sur la coordination entre les bénéficiaires et les bailleurs de fonds.

Le tableau ci-dessous résume ce que nous poursuivons, ce que nous ferons de nouveau et ce que nous réduirons progressivement :

Ce que nous poursuivons/ approfondissons	Ce qui est nouveau	Ce que nous réduirons progressivement
<ul style="list-style-type: none"> ● Financement d'organisations africaines plus proches de la réalité travaillant en partenariat avec les gouvernements africains. ● Ciblage géographique : cibler des décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest. ● Financement d'initiatives visant à garantir une production et une utilisation responsables des données (gouvernance des données). ● Financement d'organisations répondant aux besoins en données probantes des décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Un accent explicite sur l'identification et la correction des déséquilibres de pouvoir afin de promouvoir l'équité et l'inclusion dans la manière dont les données probantes sont générées et utilisées pour l'élaboration des politiques – en renforçant ainsi la confiance dans l'écosystème. ● Concentration sur des mesures d'incitation afin d'améliorer la demande de données probantes par les décideurs politiques. ● S'appuyer sur divers bailleurs de fonds en se coordonnant avec eux afin d'accroître le financement des organismes de proximité. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Vastes activités de développement sur le terrain, y compris des subventions à des organisations dont le travail n'a pas d'impact direct sur les décideurs politiques en Afrique de l'Est et de l'Ouest. ● Promotion de certains types de données et d'éléments probants (par exemple, les évaluations d'impact) avant toute autre forme d'éléments probants. ● Approche opportuniste de l'octroi de subventions qui cible les opportunités politiques afin de démontrer la valeur des données probantes.

IV. Risques potentiels

Bien que nous ayons fait preuve d'une grande prudence dans l'élaboration de notre stratégie actualisée, un certain nombre de risques devront être atténués au cours de la durée de vie de cette stratégie :

- **Difficulté à mesurer l'impact sur le bien-être des personnes** : Nous reconnaissons que l'impact du programme EIP sur le bien-être des personnes est l'objectif final, sur lequel nous n'avons pas nécessairement un contrôle total. Toutefois, nous travaillerons avec un partenaire d'apprentissage pour définir des mesures initiales du « bien-être » dans le portefeuille de l'EIP, ce qui nous permettra de mieux comprendre comment en suivre les progrès. Nous pourrions envisager de suivre les cas d'utilisation de données probantes pour l'élaboration de politiques, la mise en œuvre de ces politiques et l'effet de ces politiques sur les communautés.
- **Longs délais d'obtention de l'impact rendant difficile la compréhension de l'efficacité de la stratégie** : Nous utiliserons des indicateurs de progrès et envisagerons d'aider les bénéficiaires à suivre les progrès au-delà de la fin de la période de subvention. Nous pouvons, par exemple, identifier des indicateurs de politique et de gouvernance dans divers domaines, régulièrement produits par des tiers, qui indiquent si un espace donné évolue généralement dans la bonne (ou la mauvaise) direction, et examiner ce que cela signifie pour la capacité de nos bénéficiaires à conduire le changement dans ces espaces.
- **Etendue de l'orientation stratégique limitant l'ampleur de l'impact dans un domaine donné** : Nous encouragerons les bénéficiaires à coordonner et/ou à poursuivre des objectifs et des domaines similaires, en mettant l'accent sur les priorités des décideurs politiques. Nous accorderons en outre une certaine souplesse aux coalitions de bénéficiaires pour qu'elles puissent saisir des opportunités politiques spécifiques dans un pays donné et pour qu'elles puissent concentrer leur travail au niveau national dans des domaines spécifiques à forte pertinence.
- **Manque d'intérêt des autres bailleurs de fonds pour l'EIP** : Nous tirerons parti de l'intérêt des bailleurs de fonds pour les travaux sectoriels et thématiques pertinents pour l'EIP afin de soutenir les objectifs de l'EIP. Nous prévoyons également de promouvoir le travail de nos bénéficiaires auprès de la communauté des donateurs et de promouvoir l'EIP en tant que condition essentielle pour obtenir des résultats en matière de développement durable.
- **Concurrence pour les ressources dans le secteur du développement, alors qu'il est confronté à de multiples crises, réduisant le financement de l'EIP** : Nous encouragerons les bénéficiaires à se concentrer sur la démonstration de la valeur de l'EIP pour aborder les questions les plus prioritaires dans un pays donné, y compris la réponse à la crise.
- **Limitation de l'échelle due à l'incapacité à surmonter les cloisonnements de l'EIP** : Nous tirerons les leçons des échecs passés pour promouvoir la participation de tous les compartiments à de vastes réseaux et convoquer stratégiquement les bénéficiaires au-delà des cloisons pour relever des défis spécifiques communs.
- **Influence des acteurs qui ne protègent pas les droits des individus en matière de données, de vie privée et/ou d'inclusion (qu'il s'agisse de pays, d'entreprises ou autres) limitant les gains de la gouvernance des données** : Pour atténuer ce risque, nous nous concentrerons sur la collaboration avec des gouvernements réceptifs (et, si possible, influents au niveau régional), et nous donnerons des moyens aux organisations locales qui s'engagent à promouvoir une gouvernance des données responsable, inclusive et éthique.

V. Ce que nous souhaitons apprendre de nos partenaires

Nous avons identifié huit questions à suivre en rapport avec les éléments clés de la stratégie EIP. Ces questions sont conçues pour tester les hypothèses de la stratégie et pour nous aider à développer des perspectives d'avenir. Elles se concentrent sur les activités essentielles à la réussite de notre travail, afin d'étudier ce qui fonctionne (et pourquoi ou pourquoi pas) et, en fonction de la réponse, afin d'aider à orienter les changements d'approche nécessaires.¹ Nous ferons le point chaque année, en analysant les données pertinentes sur les progrès réalisés et en évaluant la nécessité de modifier ou d'adapter nos subventions et nos autres efforts. Les questions elles-mêmes pourront être modifiées en fonction de ce que nous aurons appris et de l'évolution de notre travail.

Élément de la théorie du changement	Questions d'apprentissage
<p>Les organisations africaines spécialisées dans les données ont une plus grande capacité à fournir des données et des éléments probants reflétant le contexte local et les voix des communautés.</p>	<p>Q1 : Quel est l'impact de la nouvelle stratégie sur les bénéficiaires/partenaires mondiaux ? Quels sont les modèles et les approches qui se sont avérés efficaces pour favoriser des partenariats équitables entre les initiatives africaines et les organisations internationales ?</p> <p>Q2 : Alors que nous nous efforçons de renforcer les capacités des organisations africaines, comment pourrions-nous garantir un soutien inclusif aux organisations opérant à la fois au-delà et à l'intérieur des pays, y compris, par exemple, en élargissant notre soutien aux organisations opérant au niveau infranational ? Comment pourrions-nous adapter nos pratiques d'octroi de subventions et notre travail au-delà des subventions afin d'élargir notre groupe cible de bénéficiaires et de soutenir des organisations qui pourraient être moins connues, moins établies ou moins matures ?</p>
<p>Les décideurs politiques ont davantage de capacités et d'incitations à exiger et à utiliser les données et les éléments probants de manière responsable.</p>	<p>Q3 : Quelles sont les initiatives de renforcement des capacités des décideurs politiques qui soient à la fois efficaces et évolutives, et que faut-il faire pour les étendre ou les reproduire de manière rentable ?</p> <p>Q4 : Quels sont les principaux facteurs incitant les responsables politiques à demander et à utiliser de manière responsable des sources de données diversifiées et inclusives ? Quels sont les types de données et d'éléments probants les plus demandés et pourquoi ? À quelles étapes du cycle d'élaboration des politiques ?</p>
<p>L'écosystème de l'EIP est plus solide s'il dispose d'un financement plus important et d'une coordination entre les différents secteurs</p>	<p>Q5 : Quelles sont les approches efficaces pour briser les cloisonnements et favoriser la coordination et la collaboration entre les différents secteurs et parties prenantes au sein de l'écosystème de l'EIP ?</p>
<p>Déséquilibres de pouvoir. Prise en compte des inégalités structurelles et des dynamiques de pouvoir au sein de l'écosystème de l'EIP en donnant la priorité à l'inclusion des communautés marginalisées dans la production de données probantes, en encourageant la collaboration avec diverses parties prenantes et en garantissant des partenariats équitables.</p>	<p>Q6 : Au sein de l'écosystème de l'EIP, comment se manifestent les déséquilibres de pouvoir ? Quels sont les principaux facteurs contribuant à ces déséquilibres ?</p> <p>Q7 : Quels sont les interventions/acteurs ayant permis de réduire efficacement les déséquilibres de pouvoir, et comment</p>
<p>Synergies de l'EIP au sein de du programme GEG. Les équipes de l'EIP et de la Gouvernance Inclusive (IG) piloteront une approche collaborative visant à promouvoir l'EIP en autonomisant les groupes marginalisés et en soutenant l'utilisation par les décideurs politiques des données générées par les citoyens, dans le but d'étendre les collaborations avec d'autres stratégies du programme GEG, sur la base de résultats pilotes.</p>	<p>Q8 : Dans quelles mesures l'EIP est-il complémentaire aux autres stratégies du programme GEG et qu'est-ce qui l'en distingue ? Quelles sont les synergies avec la Gouvernance Inclusive les plus efficaces pour progresser vers leurs objectifs ?</p>

Ces questions d'apprentissage font partie d'un processus plus large de Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (MEAL) servant de feuille de route nous permettant de suivre les progrès et d'apprendre en permanence afin d'adapter et de réorienter la stratégie, si nécessaire. Le modèle MEAL comprend, outre les questions d'apprentissage, un certain nombre d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui seront utilisés pour suivre les progrès réalisés par les bénéficiaires en vue d'atteindre les résultats, ainsi que les facteurs externes susceptibles d'influer sur ces progrès.

1. Un examen à l'échelle du programme est prévu pour évaluer les cinq stratégies du programme GEG dans environ trois ans. En prévision, la huitième question d'apprentissage s'intéresse à ce qui rend le travail d'EIP à la fois complémentaire et distinctif des autres stratégies du programme GEG.